

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 978

[2003/09107]

23 JANVIER 2003. — Loi relative à la mise en concordance des dispositions légales en vigueur avec la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le Code civil*

Art. 2. L'article 727, 2°, du Code civil est remplacé comme suit :

« 2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation jugée calomnieuse portant sur un fait punissable de la réclusion à perpétuité ou de la détention à perpétuité. »

CHAPITRE III. — *Disposition modifiant le Code de procédure pour l'Armée de terre*

Art. 3. L'article 373 du Code de procédure pour l'Armée de terre du 20 juillet 1814 est abrogé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant la loi du 12 mars 1858 portant révision du second livre du Code pénal en ce qui concerne les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales*

Art. 4. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 12 mars 1858 portant révision du second livre du Code pénal en ce qui concerne les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, les mots « des travaux forcés à temps » sont remplacés par les mots « de la réclusion de quinze ans à vingt ans ou de dix ans à quinze ans ».

Art. 5. Dans l'article 2 de la même loi, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 6. Dans l'article 7, alinéa 2, de la même loi, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 7. L'article 18 du Code pénal, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. L'arrêt portant condamnation à la réclusion à perpétuité ou à la détention à perpétuité, à la réclusion ou à la détention de vingt ans à trente ans sera imprimé par extrait et affiché dans la commune où le crime aura été commis et dans celle où l'arrêt aura été rendu. »

Art. 8. L'article 19 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. Tous arrêts de condamnation à la réclusion à perpétuité ou à la détention à perpétuité, à la réclusion à temps, à la détention de vingt ans à trente ans ou de quinze ans à vingt ans prononceront, contre les condamnés, la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils sont revêtus.

La cour d'assises pourra prononcer cette destitution contre les condamnés à la détention de dix ans à quinze ans ou de cinq ans à dix ans. »

Art. 9. L'article 25, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 26 novembre 1986 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 25. La durée de l'emprisonnement correctionnel est, sauf les cas prévus par la loi, de huit jours au moins et de cinq ans au plus. Elle est de dix ans au plus s'il s'agit d'un crime punissable de la réclusion de dix ans à quinze ans ou pour un terme supérieur ou de la réclusion à perpétuité, qui a été correctionnalisé. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 978

[2003/09107]

23 JANUARI 2003. — Wet houdende harmonisatie van de geldende wetsbepalingen met de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek*

Art. 2. Artikel 727, 2°, van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

« 2° Hij die tegen de overledene een lasterlijk geoordeelde beschuldiging heeft ingebracht van een feit waarop levenslange opsluiting of levenslange hechtenis is gesteld. »

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het Wetboek voor de rechtspleging bij de Landmacht*

Art. 3. Artikel 373 van het Wetboek voor de rechtspleging bij de Landmacht van 20 juli 1814 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 12 maart 1858 betreffende de misdaden en de wanbedrijven die afbreuk doen aan de internationale betrekkingen*

Art. 4. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 maart 1858 betreffende de misdaden en wanbedrijven die afbreuk doen aan de internationale betrekkingen worden de woorden « tijdelijken dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar of van tien jaar tot vijftien jaar ».

Art. 5. In artikel 2 van dezelfde wet wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 6. In artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 7. Artikel 18 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, word vervangen als volgt :

« Art. 18. Het arrest houdende veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting of hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar wordt bij uittreksel gedrukt en aangeplakt in de gemeente waar de misdaad is gepleegd en in die waar het arrest is gewezen. »

Art. 8. Artikel 19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, word vervangen als volgt :

« Art. 19. Bij alle arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot tijdelijke opsluiting, tot hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar of van vijftien jaar tot twintig jaar wordt tegen de veroordeelden de afzetting uitgesproken van de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en betrekkingen, waarmee zij bekleed zijn.

Het hof van assisen kan die afzetting uitspreken tegen de veroordeelden tot hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar of van vijf jaar tot tien jaar. »

Art. 9. Artikel 25, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 26 november 1986 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. De duur van de correctionele gevangenisstraf is, behoudens de in de wet bepaalde gevallen, ten minste acht dagen en ten hoogste vijf jaar. Hij is ten hoogste tien jaar voor een met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, respectievelijk een langere termijn of met levenslange opsluiting strafbare misdaad die gecorrectionaliseerd is. »

Art. 10. Dans l'article 30ter, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 18 mars 1970 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « aux travaux forcés, à la réclusion » sont remplacés par les mots « à la réclusion temps ».

Art. 11. Dans l'article 32 du même Code, les mots « de cinq ans à dix ans » sont insérés entre les mots « réclusion » et « ou ».

Art. 12. L'article 54 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 54. Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion de cinq ans à dix ans, pourra être condamné à la réclusion de dix ans à quinze ans.

Si le crime emporte la réclusion de dix ans à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la réclusion de quinze ans à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine si le crime emporte la réclusion de quinze ans à vingt ans. »

Art. 13. Dans l'article 55, alinéas 2 et 3, du même Code, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 14. Dans l'article 62 du même Code, les mots « les travaux forcés, la détention ou la réclusion » sont remplacés par les mots « la réclusion à temps ou la détention de quinze ans à vingt ans ou un terme inférieur ».

Art. 15. L'article 63 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 63. La peine la plus forte est celle dont la durée est la plus longue. Si les peines sont de même durée, la réclusion est considérée comme une peine plus forte que la détention. »

Art. 16. L'article 81 du même Code, modifié par les lois des 23 août 1919, 14 mai 1937 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 81. La détention à perpétuité portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'Etat sera remplacée par la détention à temps ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de vingt ans à trente ans par la détention de quinze ans à vingt ans ou un terme inférieur ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de quinze ans à vingt ans par la détention de dix ans à quinze ans ou de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de dix ans à quinze ans par la détention de cinq ans à dix ans ou par un emprisonnement de six mois au moins. La peine de la détention de cinq ans à dix ans par un emprisonnement d'un mois au moins. ».

Art. 17. Dans l'article 101 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 18. L'article 102 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 102. L'attentat contre la vie de l'héritier présomptif de la couronne sera puni de réclusion à perpétuité.

L'attentat contre sa personne sera puni de la réclusion de vingt ans à trente ans.

S'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à sa liberté et s'il ne lui a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie, l'attentat contre sa personne sera puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans. »

Art. 19. L'article 103, alinéa 2, du même Code, est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'attentat contre leur personne sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans; il sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans, s'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à leur liberté et s'il ne leur a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie. »

Art. 20. Dans l'article 104 du même Code, le mot « perpétuelle » est remplacé par les mots « de vingt ans à trente ans ».

Art. 10. In artikel 30ter, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 maart 1970 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « tot dwangarbeid, opsluiting » vervangen door de woorden « tot tijdelijke opsluiting ».

Art. 11. In artikel 32 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden « opsluiting » en « of » de woorden « van vijf jaar tot tien jaar » ingevoegd.

Art. 12. Artikel 54 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. Hij die, na tot een criminele straf te zijn veroordeeld, een misdaad pleegt die strafbaar is met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, kan worden veroordeeld tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Indien de misdaad strafbaar is met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, kan de schuldige worden veroordeeld tot opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar.

Hij wordt veroordeeld tot ten minste zeventien jaar opsluiting indien de misdaad strafbaar is met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. »

Art. 13. In artikel 55, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 14. In artikel 62 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « tijdelijke dwangarbeid, tijdelijke hechtenis of opsluiting » vervangen door de woorden « tijdelijke opsluiting of hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar, respectievelijk gedurende een kortere termijn ».

Art. 15. Artikel 63 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. De zwaarste straf is de langstduurende. Zijn de straffen van gelijke duur, dan wordt opsluiting beschouwd als een zwaardere straf dan hechtenis. »

Art. 16. Artikel 81 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 23 augustus 1919, 14 mei 1937 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 81. Levenslange hechtenis, gesteld op misdaden tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, wordt vervangen door tijdelijke hechtenis of door een gevangenisstraf van ten minste een jaar.

Hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar door hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar, respectievelijk een kortere termijn of door gevangenisstraf van ten minste een jaar.

Hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar door hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar of van vijf jaar tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste een jaar.

Hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar door hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste zes maanden. Hechtenis van vijf jaar tot tien jaar door gevangenisstraf van ten minste een maand. ».

Art. 17. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 18. Artikel 102 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 102. De aanslag op het leven van de vermoedelijke troonopvolger wordt gestraft met levenslange opsluiting.

De aanslag op zijn persoon wordt gestraft met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

De aanslag op zijn persoon wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar indien hij geen schending van zijn vrijheid tot gevolg heeft en bij hem noch bloedstorting, noch verwonding, noch ziekte veroorzaakt. »

Art. 19. Artikel 103, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

« De aanslag op hun persoon wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar; hij wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar indien hij geen schending van hun vrijheid ten gevolge heeft en bij hen noch bloedstorting, noch verwonding, noch ziekte veroorzaakt. »

Art. 20. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « levenslange hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 21. Dans l'article 106 du même Code, les mots « travaux forcés » sont remplacés par le mot « réclusion ».

Art. 22. L'article 107 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 107. Le complot contre la vie ou contre la personne de l'héritier présomptif de la couronne sera puni de dix ans à quinze ans de réclusion, s'il a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution, et de cinq ans à dix ans de réclusion, dans le cas contraire. »

Art. 23. Dans les articles 108 et 112 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 24. L'article 114 du même Code, remplacé par la loi du 4 août 1914, modifié par les lois des 10 décembre 1937 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 114. Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec une puissance étrangère ou avec toute personne agissant dans l'intérêt d'une puissance étrangère, pour engager cette puissance à entreprendre la guerre contre la Belgique, ou pour lui en procurer les moyens, sera puni de la détention de vingt ans à trente ans. Si des hostilités s'en sont suivies il sera puni de détention à perpétuité. »

Art. 25. Dans l'article 115, § 1^{er}, alinéa 6, du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par la loi du 10 décembre 1937, les mots « détention perpétuelle » sont remplacés par les mots « détention de vingt ans à trente ans ».

Art. 26. Dans l'article 118 du même Code, remplacé par la loi du 19 juillet 1934 et modifié par la loi du 10 décembre 1937, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 27. Dans l'article 120^{sexies} du même Code, inséré par la loi du 4 août 1914, remplacé par la loi du 19 juillet 1934 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 28. L'article 121 du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par les lois des 13 décembre 1944 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121. Quiconque aura recélé ou fait receler des espions ou des soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connu pour tels, sera puni de réclusion à perpétuité.

Quiconque aura recélé ou fait receler des agents ou des soldats ennemis, valides ou blessés, ou qui leur sera venu en aide pour leur permettre de se soustraire aux autorités sera puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans. En état de siège, l'infraction sera punie de réclusion à perpétuité.

Quiconque aura recélé ou fait receler un sujet d'une puissance ennemie ou alliée à l'ennemi ou qui lui sera venu en aide pour lui permettre de se soustraire aux autorités sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans. En état de siège, l'infraction sera punie de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Quiconque aura recélé ou fait receler des personnes qu'il savait poursuivies ou condamnées du chef d'une des infractions prévues au Chapitre II, du Titre I^{er}, du Livre II du Code pénal et aux articles 17 et 18 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire, ou qui leur sera venu en aide pour leur permettre de se soustraire à l'action de la justice, sera puni de la peine prévue pour cette infraction, sans que la peine prononcée puisse toutefois dépasser quinze ans de réclusion ou de détention.

Sont exceptés de la disposition prévue à l'alinéa précédent, les ascendants ou descendants, époux ou épouses, mêmes divorcés, frères ou sœurs et alliés aux mêmes degrés des auteurs ou complices des infractions dont il s'agit. »

Art. 29. L'article 121^{bis} du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 8 avril 1917, remplacé par l'arrêté-loi du 17 décembre 1942 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 121^{bis}. Sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans, quiconque aura sciemment, par la dénonciation d'un fait réel ou imaginaire, exposé une personne quelconque aux recherches, poursuites ou rigueurs de l'ennemi.

Art. 21. In artikel 106 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 22. Artikel 107 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 107. Samenspanning tegen het leven of tegen de persoon van de vermoedelijke troonopvolger wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar indien er een daad op gevolgd is om de uitvoering ervan voor te bereiden, en met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar in het tegenovergestelde geval. »

Art. 23. In de artikelen 108 en 112 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 24. Artikel 114 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 augustus 1914, gewijzigd bij de wetten van 10 december 1937 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 114. Hij die met een vreemde mogendheid of met enige persoon die in het belang van een vreemde mogendheid handelt, kuiperijen pleegt of in verstandhouding treedt met het oogmerk of die mogendheid tot het voeren van oorlog tegen België te bewegen of om haar daartoe middelen te verschaffen, wordt gestraft met hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar. Indien daaruit vijandelikheden zijn gevolgd, wordt hij gestraft met levenslange hechtenis. »

Art. 25. In artikel 115, § 1, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluitwet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wet van 10 december 1937, worden de woorden « levenslange hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 26. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 juli 1934 en gewijzigd bij de wet van 10 december 1937, worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 27. In artikel 120^{sexies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 augustus 1914, vervangen bij de wet van 19 juli 1934 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 28. Artikel 121 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluitwet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wetten van 13 december 1944 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 121. Hij die verspieters of op verkenning uitgezonden vijandelijke soldaten, die hem als zodanig bekend zijn, verbergt of doet verbergen, wordt gestraft met levenslange opsluiting.

Hij die vijandelijke agenten of soldaten, weerbaar of gewond, verbergt of doet verbergen, of die hun te hulp komt om hen in de mogelijkheid te stellen zich aan de overheid te onttrekken, wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. Bij staat van beleg wordt het misdrijf gestraft met levenslange opsluiting.

Hij die een onderdaan van een vijandelijke of met de vijand verbonden mogendheid verbergt of doet verbergen, of die hem te hulp komt om hem in de mogelijkheid te stellen zich aan de overheid te onttrekken, wordt gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar. Bij staat van beleg wordt het misdrijf gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Hij die personen verbergt of doet verbergen van wie hij weet dat zij vervolgd worden of veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven bedoeld in Boek II, Titel I, Hoofdstuk II van het Strafwetboek en in de artikelen 17 en 18 van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek, of die hun te hulp komt om hen in de mogelijkheid te stellen zich aan het gerecht te onttrekken, wordt gestraft met de op dat misdrijf gestelde straf, zonder dat evenwel de uitgesproken straf vijftien jaar opsluiting of hechtenis mag te boven gaan.

De bepaling van het vorige lid is niet van toepassing op bloedverwanten in opgaande of nederdalende lijn, echtgenoten, zelfs na echtscheiding, broers of zusters, noch op aanverwanten in dezelfde graden van de daders van of de medeplichtigen aan de bedoelde misdrijven. »

Art. 29. Artikel 121^{bis} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluitwet van 8 april 1917, vervangen bij de besluitwet van 17 december 1942 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 121^{bis}. Met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar wordt gestraft hij die wetens, door aangifte van een werkelijk of denkbeeldig feit, enige persoon aan opsporingen, vervolgingen of gestrengheden van de vijand blootstelt.

Il sera puni de réclusion de dix ans à quinze ans s'il est résulté de la dénonciation, pour une personne quelconque et sans l'intervention d'une nouvelle dénonciation, une privation de liberté de plus d'un mois.

Il sera puni de réclusion à perpétuité si, ensuite de détention ou de traitements subis, la dénonciation a eu pour conséquence pour une personne quelconque et sans l'intervention d'une nouvelle dénonciation, soit la mort, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. »

Art. 30. L'article 122 du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 122. Lorsque des objets ont été incendiés ou détruits par quelque moyen que ce soit, dans l'intention de favoriser l'ennemi, les peines portées contre ces faits par le Chapitre III, du Titre IX seront remplacées :

l'emprisonnement, par la réclusion de dix ans à quinze ans;

la réclusion de cinq ans à dix ans, par la réclusion de quinze ans à vingt ans;

la réclusion de dix ans à quinze ans, par la réclusion de vingt ans à trente ans;

la réclusion de quinze ans et plus, par la réclusion à perpétuité;

la tentative d'incendie ou de destruction sera considérée comme le crime lui-même. »

Art. 31. L'article 123ter, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 4 août 1914 et remplacé par la loi du 10 décembre 1937, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans le même cas, les peines d'emprisonnement prévues par les articles 119 et 120 seront remplacées par la réclusion de cinq ans à dix ans et la détention à temps par la réclusion à temps de même durée. »

Art. 32. Dans l'article 123quater, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 1934, le mot « réclusion » est remplacé par le mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 33. A l'article 123sexies du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 6 mai 1944, remplacé par la loi du 30 juin 1961 et modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° la phrase liminaire du paragraphe 1^{er} est remplacée par la disposition suivante :

« Art. 123sexies. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 31 et 32, les jugements ou arrêts de condamnation à la réclusion à perpétuité ou la détention à perpétuité, à la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme plus élevé ou la détention de vingt ans à trente ans ou de quinze ans à vingt ans pour infraction ou tentative d'infraction prévue au Chapitre II, du Titre 1^{er}, du Livre II du Code pénal, commises en temps de guerre, ne prononceront pas à charge des condamnés l'interdiction des droits qui y sont visés, mais entraîneront de plein droit la déchéance à perpétuité : »;

2° le paragraphe 2, alinéa 3, première phrase, est remplacé par la disposition suivante :

« Les déchéances pourront être prononcées pour une durée de dix ans à vingt ans si la peine est la réclusion de cinq ans à dix ans ou la détention de cinq ans à dix ans ou de dix ans à quinze ans et pour une durée de cinq ans à dix ans si la peine est correctionnelle. »

Art. 34. Dans l'article 123septies, § 1, 3°, du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 6 mai 1944 et remplacé par la loi du 30 juin 1961, les mots « réclusion ou à la détention ordinaire » sont remplacés par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ou à la détention de cinq ans à dix ans ou de dix ans à quinze ans ».

Art. 35. Dans l'article 124, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 36. L'article 125 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 125. L'attentat dont le but sera de porter la dévastation, le massacre ou le pillage dans une ou plusieurs communes, sera puni de quinze ans à vingt ans de réclusion.

Hij wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, indien de aangifte voor enige persoon vrijheidsberoving van meer dan een maand ten gevolge heeft, en zulks niet veroorzaakt is door een andere aangifte.

Hij wordt gestraft met levenslange opsluiting, indien de aangifte voor enige persoon ter oorzaak van de ondergane hechtenis of behandeling ten gevolge heeft hetzij de dood, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking en zulks niet veroorzaakt is door een ander aangifte. »

Art. 30. Artikel 122 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluitwet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 122. Wanneer zaken in brand gestoken of door enigerlei middel vernield worden met het oogmerk de vijand te begunstigen, worden de straffen die bij Titel IX, Hoofdstuk III, op deze feiten gesteld zijn, vervangen als volgt :

gevangenisstraf door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar door opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar door opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar;

opsluiting van vijftien jaar en meer door levenslange opsluiting;

poging tot brandstichting of vernieling wordt beschouwd als zijnde de misdaad zelf. »

Art. 31. Artikel 123ter, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1914 en vervangen bij de wet van 10 december 1937, wordt vervangen door het volgende lid :

« In hetzelfde geval worden de in de artikelen 119 en 120 bepaalde gevangenisstraffen vervangen door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar en tijdelijke hechtenis door tijdelijke opsluiting van gelijke duur. »

Art. 32. In artikel 123quater, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1934, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 33. In artikel 123sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluitwet van 6 mei 1944, vervangen bij de wet van 30 juni 1961 en gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976 en 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« Art. 123sexies. § 1. In afwijking van de artikelen 31 en 32, wordt bij de vonnissen of arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, respectievelijk een langere termijn of tot hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar of van vijftien jaar tot twintig jaar wegens een misdrijf of poging tot een misdrijf als omschreven in Boek II, Titel I, Hoofdstuk II van het Strafwetboek, in oorlogstijd gepleegd, tegen de veroordeelden geen ontzetting van de daarin bedoelde rechten uitgesproken, maar brengen die vonnissen of arresten van rechtswege levenslange vervallenverklaring mee van : »;

2° paragraaf 2, derde lid, eerste zin, wordt vervangen als volgt :

« De vervallenverklaringen kunnen worden uitgesproken voor een duur van tien jaar tot twintig jaar als de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar of hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of van tien jaar tot vijftien jaar is en voor een duur van vijf jaar tot tien jaar als het een correctionele straf betreft. »

Art. 34. In artikel 123septies, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluitwet van 6 mei 1944 en vervangen bij de wet van 30 juni 1961, worden de woorden « opsluiting of gewone hechtenis » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar of hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of van tien jaar tot vijftien jaar ».

Art. 35. In artikel 124, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 36. Artikel 125 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 125. De aanslag met het oogmerk om verwoesting, mensenslachting of plundering in een of meer gemeenten aan te richten, wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar.

Le complot formé dans le même but sera puni de dix ans à quinze ans de la même peine, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution; et de cinq ans à dix ans de la même peine, dans le cas contraire. »

Art. 37. Dans l'article 128 du même Code, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 38. Dans l'article 129 du même Code, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 39. Dans l'article 133 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 40. Dans l'article 154 du même Code, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 41. Dans l'article 160 du même Code, remplacé par la loi du 12 juillet 1932, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 42. Dans l'article 161 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 43. Dans l'article 171 du même Code, les mots « aux travaux forcés » sont remplacés par les mots « à la réclusion. »

Art. 44. Dans l'article 172 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 45. Dans l'article 174 du même Code, modifié par la loi du 12 juillet 1932, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion »,

Art. 46. L'article 175 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 175. Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des actions, obligations ou autres titres, légalement émis par des provinces, des communes, des administrations ou établissements publics, sous quelque dénomination que ce soit, par des sociétés ou des particuliers, soit des coupons d'intérêts ou de dividendes afférents à ces différents titres, seront punis de dix ans à quinze ans de réclusion, si l'émission a eu lieu en Belgique et de cinq ans à dix ans de la même peine, si l'émission a eu lieu à l'étranger. »

Art. 47. Dans l'article 179 du même Code, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 48. Dans les articles 194 et 195 du même Code, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 49. Dans les articles 196, 208 et 215 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 50. L'article 216 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 216. Si l'accusé a été condamné, soit à une détention de plus de dix ans, soit à la réclusion à temps de plus de dix ans, le faux témoin qui aura déposé contre lui subira la peine de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Il subira celle de la réclusion de vingt ans à trente ans, si l'accusé a été condamné à la réclusion à perpétuité. ».

Art. 51. Dans l'article 235 du même Code, les mots « détention extraordinaire » sont remplacés par les mots « détention de quinze ans à vingt ans ».

Art. 52. L'article 256, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Néanmoins, la peine de réclusion à perpétuité sera remplacée, dans ce cas, par celle de réclusion de vingt ans à trente ans. ».

Art. 53. Dans l'article 266 du même Code, les mots « de la réclusion, de la détention et des travaux forcés à temps » sont remplacés par les mots « de la réclusion ou de la détention de quinze ans à vingt ans ou un terme inférieur ».

Art. 54. Dans l'article 272, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

De samenspanning met hetzelfde oogmerk gesmeed, wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar indien enige daad is gepleegd om de uitvoering ervan voor te bereiden; met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar in het tegenovergestelde geval. »

Art. 37. In artikel 128 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 38. In artikel 129 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 39. In artikel 133 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 40. In artikel 154 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 41. In artikel 160 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juli 1932, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 42. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 43. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 44. In artikel 172 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 45. In artikel 174 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1932, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 46. Artikel 175 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 175. De namakers of vervalsers hetzij van aandelen, schuldbrieven of andere effecten die wettig zijn uitgegeven door provincies, gemeenten, openbare besturen of instellingen, onder welke benaming ook, door vennootschappen of bijzondere personen, hetzij van rente of dividendbewijzen behorende tot die verschillende effecten, worden gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar indien de uitgifte in België heeft plaatsgehad, en met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar indien de uitgifte heeft plaatsgehad in het buitenland. »

Art. 47. In artikel 179 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 48. In de artikelen 194 en 195 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 49. In de artikelen 196, 208 en 215 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 50. Artikel 216 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 216. Indien de beschuldigde veroordeeld is tot hechtenis van meer dan tien jaar of tot tijdelijke opsluiting van meer dan tien jaar, wordt de valse getuige die te zijnen nadele getuigd heeft, gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Hij wordt gestraft met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar indien de beschuldigde tot levenslange opsluiting veroordeeld is. ».

Art. 51. In artikel 235 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « buitengewone hechtenis » vervangen door de woorden « hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar ».

Art. 52. Artikel 256, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« In dat geval echter wordt de levenslange opsluiting vervangen door opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar. ».

Art. 53. In artikel 266 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « opsluiting, tijdelijke hechtenis en tijdelijke dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting of hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar of gedurende een kortere tijd ».

Art. 54. In artikel 272, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 55. L'article 285 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 285. Si les scellés brisés étaient apposés sur des papiers ou effets d'un individu inculpé, prévenu ou accusé d'un crime emportant la réclusion à perpétuité ou la détention à perpétuité, la réclusion de vingt ans à trente ans ou la détention de vingt ans à trente ans, ou d'un individu condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de trois mois à un an d'emprisonnement. »

Art. 56. Dans l'article 292 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 57. Dans l'article 293 du même Code, les mots « pour sept ans au moins » sont remplacés par les mots « de sept ans à dix ans ».

Art. 58. L'article 323, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Art. 323. Si l'association a eu pour but la perpétration de crimes emportant la peine de réclusion à perpétuité ou la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur, les provocateurs de cette association, les chefs de cette bande et ceux qui y auront exercé un commandement quelconque, seront punis de la réclusion de cinq ans à dix ans. »

Art. 59. Dans l'article 331*bis* du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 60. Dans l'article 336 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 61. L'article 337 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 337. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée par transmission d'armes seront :

Dans les circonstances énoncées à l'article 333, la réclusion de cinq ans à dix ans contre les préposés, et un emprisonnement de deux ans à cinq ans contre les autres personnes.

Dans les circonstances énoncées à l'article 334, la réclusion de dix ans à quinze ans contre les préposés, la réclusion de cinq ans à dix ans contre les autres personnes. »

Art. 62. Dans l'article 348 du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1990, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 63. L'article 352 du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion de cinq ans à dix ans, si la femme a consenti à l'avortement, mais que l'intervention a été pratiquée en dehors des conditions définies à l'article 350 et à la réclusion de dix ans à quinze ans, si elle n'y a point consenti. »

Art. 64. Dans l'article 391 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 65. Dans l'article 393 du même Code, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 66. Dans l'article 400 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 67. L'article 401 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 401. Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la réclusion de cinq ans à dix ans.

Il sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans, s'il a commis ces actes de violence avec préméditation. »

Art. 55. Artikel 285 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 285. Indien de verbroken zegels waren gelegd op papieren of zaken van iemand die verdacht, beklaagd of beschuldigd was van een misdaad waarop levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar of hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar is gesteld, of van iemand die tot een van die straffen was veroordeeld, wordt de nalatige bewaarder gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar. »

Art. 56. In artikel 292 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 57. In artikel 293 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « van ten minste zeven jaar » vervangen door de woorden « van zeven jaar tot tien jaar ».

Art. 58. Artikel 323, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 323. Indien de vereniging tot doel heeft gehad misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of een langere termijn, worden de aanstokers tot die vereniging, de hoofden van die bende en degenen die daarin enig bevel hebben gevoerd, gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar. »

Art. 59. In artikel 331*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 60. In artikel 336 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 61. Artikel 337 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 337. Indien de ontvluchting of de poging tot ontvluchting geschiedt met geweld, bedreiging of gevangenisbraak, worden degenen die ze bevorderd hebben door het verschaffen van wapens, gestraft met de volgende straffen :

In de bij artikel 333 vermelde omstandigheden, de aangestelden met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, en de andere personen met gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar.

In de bij artikel 334 vermelde omstandigheden, de aangestelden met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en de andere personen met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar. »

Art. 62. In artikel 348 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1990, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 63. Artikel 352 van hetzelfde Wetboek vervangen bij de wet van 3 april 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 352. Wanneer de middelen, gebruikt met het oogmerk om vruchtafdriving te verwekken, de dood tot gevolg hebben, wordt hij die ze met dat oogmerk heeft aangewend of aangewezen, veroordeeld tot opsluiting van vijf jaar tot tien jaar indien de vrouw daarin weliswaar heeft toegestemd doch de ingreep werd verricht buiten de voorwaarden gesteld in artikel 350, en tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar indien zij daar niet in heeft toegestemd. »

Art. 64. In artikel 391 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 65. In artikel 393 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 66. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 67. Artikel 401 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 401. Wanneer de slagen of verwondingen opzettelijk worden toegebracht, maar zonder het oogmerk om te doden, en toch de dood veroorzaken, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

Hij wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar indien hij die gewelddaden met voorbedachten rade pleegt. »

Art. 68. Dans l'article 403 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 69. Dans l'article 404 du même Code, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 70. Dans l'article 406 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 71. L'article 407 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 407. Si le fait a causé des blessures de la nature de celles prévues par l'article 399, le coupable sera condamné à la réclusion de dix ans à quinze ans. Il sera condamné à la réclusion de quinze ans à vingt ans, si les blessures sont de la nature de celles qui sont prévues par l'article 400. »

Art. 72. Dans l'article 408 du même Code, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 73. Dans l'article 414 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 74. Dans l'article 437 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq à dix ans ».

Art. 75. Dans les articles 467 et 468 du même Code, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 76. Dans l'article 474 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1975, les mots « aux travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « à la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 77. Dans l'article 477 du même Code, rétabli par la loi du 17 avril 1986, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 78. Dans les articles 477*bis*, 477*ter* et 477*quinquies* du même Code, insérés par la loi du 17 avril 1986, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 79. Dans l'article 477*sexies* du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986 et modifié par la loi du 14 juin 2002, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 80. A l'article 488*bis* du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans »;

2° dans les paragraphes 2 et 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 81. L'article 506 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 506. Dans le cas où la peine applicable aux auteurs du crime sera celle de la réclusion à perpétuité ou de la réclusion de vingt ans à trente ans, les receleurs désignés dans l'article précédent seront condamnés à la réclusion de cinq ans à dix ans, s'ils sont convaincus d'avoir eu, au temps du recel, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache soit la réclusion à perpétuité, soit la réclusion de vingt ans à trente ans. »

Art. 82. Dans les articles 510 et 511 du même Code, remplacés par la loi du 7 juin 1963, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

Art. 83. L'article 513 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 513. Lorsque le feu aura été mis pendant la nuit, les peines portées aux articles 510 à 512 seront remplacées :

la réclusion de quinze ans à vingt ans, par la réclusion de vingt ans à trente ans;

la réclusion de dix ans à quinze ans, par la réclusion de quinze ans à vingt ans;

Art. 68. In artikel 403 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 69. In artikel 404 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « dwangarbeid » door het woord « opsluiting » vervangen.

Art. 70. In artikel 406 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 71. Artikel 407 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 407. Indien het feit verwondingen als bedoeld in artikel 399 ten gevolge heeft, wordt de schuldige veroordeeld tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar. Hij wordt veroordeeld tot opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar indien het verwondingen betreft als bedoeld in artikel 400. »

Art. 72. In artikel 408 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 73. In artikel 414 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 74. In artikel 437 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 75. In de artikelen 467 en 468 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 76. In artikel 474 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1975, worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 77. In artikel 477 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 78. In de artikelen 477*bis*, 477*ter* en 477*quinquies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 79. In artikel 477*sexies* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986 en gewijzigd bij de wet van 14 juni 2002, worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 80. In artikel 488*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar »;

2° in de §§ 2 en 3 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 81. Artikel 506 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 506. Ingeval de straf, toepasselijk op de daders van de misdaad, levenslange opsluiting of opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar is, worden de in het vorige artikel bedoelde helers veroordeeld tot opsluiting van vijf jaar tot tien jaar indien bevonden wordt dat zij ten tijde van de heling kennis droegen van de omstandigheden waaraan de wet levenslange opsluiting of opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar verbindt. »

Art. 82. In de artikelen 510 en 511 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 83. Artikel 513 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt vervangen als volgt :

« Art. 513. Wordt de brand bij nacht gesticht dan worden de bij de artikelen 510 tot 512 bepaalde straffen vervangen als volgt :

opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar, door opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar;

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

l'emprisonnement et l'amende, portés à l'article 511, deuxième alinéa, et à l'article 512, premier alinéa, par la réclusion de cinq ans à dix ans;

l'emprisonnement et l'amende, portés à l'article 512, deuxième alinéa, par un emprisonnement d'un an à quatre ans et une amende de cinquante francs à cinq cents francs. »

Art. 84. Dans l'article 518 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « ou les travaux forcés à temps » sont remplacés par les mots « de quinze ans à vingt ans ou un terme inférieur ».

Art. 85. Dans l'article 521 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 86. L'article 525 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 525. Lorsque les faits prévus par les deux articles précédents auront été commis en réunion ou en bande et à l'aide de violences, de voies de fait ou de menaces, les coupables seront punis de la réclusion de cinq ans à dix ans.

Les chefs et les provocateurs seront condamnés à la réclusion de dix ans à quinze ans et à une amende de cinq cents francs à cinq mille francs. »

Art. 87. L'article 529 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 529. Si le fait a été commis en réunion ou en bande, la peine sera la réclusion de cinq ans à dix ans.

Les chefs et les provocateurs seront punis de la réclusion de dix ans à quinze ans. »

Art. 88. L'article 530 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 530. La destruction ou le dégât de propriétés mobilières d'autrui, opéré à l'aide de violences ou de menaces, dans une maison habitée ou ses dépendances, et avec l'une des circonstances prévues à l'article 471, sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans.

La peine ne sera pas inférieure à douze ans si le crime a été commis en réunion ou en bande.

Les chefs et les provocateurs seront punis de la réclusion de quinze ans à vingt ans. »

Art. 89. L'article 547 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 547. Seront punis de la réclusion de dix ans à quinze ans, ceux qui auront méchamment ou frauduleusement inondé tout ou partie des travaux d'une mine.

Si, d'après les circonstances, le coupable a dû présumer qu'il se trouvait dans la mine une ou plusieurs personnes au moment de l'inondation, il sera condamné à la réclusion de quinze ans à vingt ans. »

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes*

Art. 90. L'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par les lois des 6 février 1985, 11 juillet 1994, 13 avril 1995 et 28 novembre 2000, est remplacé par l'alinéa suivant :

La citation directe ou la convocation par le ministère public, ainsi que le renvoi par la chambre du conseil en raison de circonstances atténuantes ne sont possibles que dans les cas suivants :

1° si la peine prévue par la loi n'excède pas vingt ans de réclusion;

2° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 347bis du Code pénal lorsque la prise d'otages n'a causé aux otages qu'une incapacité permanente physique ou psychique; quel que soit l'âge de la personne prise comme otage;

3° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 472 du Code pénal et qui, par application de l'article 473 du même Code, est puni de la réclusion de vingt ans à trente ans si les violences ou les menaces n'ont eu pour la victime d'autres suites qu'une incapacité permanente physique ou psychique;

4° s'il s'agit d'un crime visé à l'article 510 du Code pénal et qui, par application de l'article 513, alinéa 2, du même Code, est puni de la réclusion de vingt ans à trente ans du fait que le feu a été mis pendant la nuit;

de gevangenisstraf en de geldboete, bij artikel 511, tweede lid, en artikel 512, eerst lid, bepaald, door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

de gevangenisstraf en de geldboete, bij artikel 512, tweede lid, bepaald, door gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank. »

Art. 84. In artikel 518 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « of tijdelijke dwangarbeid » vervangen door de woorden « van vijftien jaar tot twintig jaar of gedurende een kortere tijd; ».

Art. 85. In artikel 521 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 86. Artikel 525 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 525. Wanneer de feiten, in de twee vorige artikelen omschreven, gepleegd worden in vereniging of in bende en met behulp van geweld daden, feitelijkheden of bedreigingen, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

De hoofden en de aanstokers worden veroordeeld tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar en tot geldboete van vijfhonderd frank tot vijfduizend frank. »

Art. 87. Artikel 529 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 529. Indien het feit gepleegd wordt in vereniging of in bende, is de straf opsluiting van vijf jaar tot tien jaar.

De hoofden en de aanstokers worden gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar. »

Art. 88. Artikel 530 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 530. Vernieling of beschadiging van andermans roerende eigendommen, gepleegd met behulp van geweld of bedreiging, in een bewoond huis of in de aanhorigheden ervan en met een van de omstandigheden van artikel 471, wordt gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

De straf zal niet minder zijn dan twaalf jaar indien de misdaad in vereniging of in bende gepleegd wordt.

De hoofden en de aanstokers worden gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. »

Art. 89. Artikel 547 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 547. Met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar worden gestraft zij die kwaadwillig of bedrieglijk de werken van een mijn geheel of ten dele onder water zetten.

Indien de schuldige op grond van de omstandigheden moest vermoeden dat een of meer personen zich op het ogenblik van de overstroming in de mijn bevonden, wordt hij veroordeeld tot opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. »

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden*

Art. 90. Artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wetten van 6 februari 1985, 11 juli 1994, 13 april 1995 en 28 november 2000, wordt vervangen als volgt :

« Alleen in de volgende gevallen kan de raadkamer wegens verzachtende omstandigheden verwijzen of het openbaar ministerie rechtstreeks dagvaarden of oproepen :

1° als de in de wet bepaalde straf twintig jaar opsluiting niet te boven gaat;

2° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 347bis van het Strafwetboek, wanneer de gijzeling voor de gegijzelden geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, ongeacht de leeftijd van de gegijzelde persoon;

3° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 472 van het Strafwetboek die met toepassing van artikel 473 van hetzelfde Wetboek met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar wordt gestraft, wanneer het geweld of de bedreiging voor het slachtoffer geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid;

4° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 510 van het Strafwetboek, die met toepassing van artikel 513, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt gestraft met opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar omdat de brand bij nacht is gesticht;

5° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 518, alinéa 1^{er}, du Code pénal et qui, par application de l'alinéa 2 du même article, est puni de vingt-deux ans de réclusion;

6° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 530, dernier alinéa, du Code pénal, et qui, par application de l'article 531 du même Code, est puni de vingt ans à trente ans de réclusion si les violences ou les menaces n'ont pour la victime d'autres suites qu'une incapacité permanente de travail personnel prévue à l'article 400 du même Code;

7° s'il s'agit d'un crime visé à l'article 375, dernier alinéa, du Code pénal. »

CHAPITRE VII. — Dispositions modifiant le Code pénal militaire

Art. 91. Dans l'article 3 du Code pénal militaire, modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et par la loi du 10 juillet 1996 les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur »,

Art. 92. L'article 16 du même Code, modifié par les lois des 4 août 1914, 19 juillet 1934 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Les peines portées par les articles précités de ce Code seront remplacées :

l'emprisonnement, par la détention de cinq ans à dix ans ou par la réclusion de cinq ans à dix ans;

la détention de cinq ans à dix ans, par la détention de dix ans à quinze ans;

la réclusion de cinq ans à dix ans, par la réclusion de dix ans à quinze ans;

la détention de dix ans à quinze ans, par la détention de quinze ans à vingt ans,

la réclusion de dix ans à quinze ans, par la réclusion de quinze ans à vingt ans;

la détention de quinze ans à vingt ans, par la détention de vingt ans à trente ans;

la réclusion de quinze ans à vingt ans, par la réclusion de vingt ans à trente ans;

la détention de vingt ans à trente ans et la réclusion de vingt ans à trente ans par la réclusion à perpétuité;

le coupable sera, en outre, condamné à la dégradation militaire. »

Art. 93. Dans l'article 30 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 94. L'article 33, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il sera condamné à la réclusion de cinq ans à dix ans dans le cas prévu par l'article 400, et à la réclusion de dix ans à quinze ans dans le cas prévu par l'article 401 dudit Code. »

Art. 95. L'article 35 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Les violences commises par un militaire envers son supérieur seront punies :

d'un emprisonnement de deux ans à quatre ans dans le cas prévu par l'article 399;

de la réclusion de cinq ans à dix ans, dans le cas de l'article 400;

de la réclusion de dix ans à quinze ans, dans le cas de l'article 401 du Code pénal ordinaire. »

Art. 96. L'Article 36 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. Si les violences mentionnées à l'article précédent ont été commises pendant le service ou à l'occasion du service, les peines portées par cet article seront remplacées :

l'emprisonnement, par la réclusion de cinq ans à dix ans;

la réclusion de cinq ans à dix ans, par la réclusion de dix ans à quinze ans;

la réclusion de dix ans à quinze ans, par la réclusion de quinze ans à vingt ans. »

5° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 518, eerste lid, van het Strafwetboek, die met toepassing van het tweede lid van hetzelfde artikel wordt gestraft met tweeëntwintig jaar opsluiting;

6° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 530, laatste lid, van het Strafwetboek, die met toepassing van artikel 531 van hetzelfde Wetboek wordt gestraft met twintig jaar tot dertig jaar opsluiting wanneer het geweld of de bedreiging voor het slachtoffer geen andere gevolgen heeft dan een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid bepaald in artikel 400 van hetzelfde Wetboek;

7° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 375, laatste lid, van het Strafwetboek. »

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot wijziging van het Militair Strafwetboek

Art. 91. In artikel 3 van het Militair Strafwetboek, gewijzigd bij de besluitwet van 11 oktober 1916 en bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden »de straf met dwangarbeid » vervangen door de woorden »opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar of gedurende een langere tijd ».

Art. 92. Artikel 16 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1914, 19 juli 1934 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De straffen gesteld bij de voormelde artikelen van dit Wetboek worden aldus vervangen :

gevangenisstraf, door hechtenis van vijf jaar tot tien jaar of door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

hechtenis van vijf jaar tot tien jaar, door hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar;

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar, door hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

hechtenis van vijftien jaar tot twintig jaar, door hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar;

opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar, door opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar;

hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar en opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar, door levenslange opsluiting;

de schuldige wordt bovendien veroordeeld tot militaire degradatie. »

Art. 93. In artikel 30 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 94. Artikel 33, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt vervangen als volgt :

« In het geval bedoeld in artikel 400 wordt hij veroordeeld tot opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, en in het geval bedoeld in artikel 401 van het voornoemde Wetboek, tot opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar. »

Art. 95. Artikel 35 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. De gewelddaden door een militair tegen zijn meerdere gepleegd, worden gestraft met :

gevangenisstraf van twee jaar tot vier jaar in het geval bedoeld in artikel 399;

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, in het geval van artikel 400;

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, in het geval van artikel 401 van het gewone Strafwetboek. »

Art. 96. Artikel 36 van hetzelfde Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. Indien de gewelddaden bedoeld in het vorige artikel gepleegd zijn tijdens of te gelegenheid van de dienst, worden de bij dit artikel voorgeschreven straffen vervangen :

gevangenisstraf, door opsluiting van vijf jaar tot tien jaar;

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. ».

Art. 97. L'article 39 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. Lorsque les violences commises en temps de guerre et à l'armée active par un militaire envers son supérieur auront causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, le coupable sera condamné à la réclusion de quinze ans à vingt ans. Il sera condamné à la réclusion de vingt ans à trente ans, dans le cas prévu par l'article 401, § 1^{er}, du Code pénal ordinaire. La peine sera la réclusion à perpétuité, avec la dégradation militaire, dans le cas de l'article 401, § 2, dudit Code. »

Art. 98. Dans l'article 41 du même Code, les mots « ou des travaux forcés » sont remplacés par les mots « à temps ».

Art. 99. Dans l'article 50 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 100. Dans l'article 51 du même Code, modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 101. A l'article 58bis du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 modifié par les lois des 24 juillet 1923 et 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « aux travaux forcés » sont remplacés par les mots « à la réclusion »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de la détention ou des travaux forcés à perpétuité ou à temps » sont remplacés par les mots « de la détention de vingt ans à trente ans ou d'un terme inférieur ou de la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur ».

Art. 102. L'article 59 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes :

La peine de la détention à perpétuité, portée par les articles 17, 19 à 21, 31 et 52, sera remplacée par la détention à temps.

La peine de détention à perpétuité, portée par les articles 23, 25 et 28 sera remplacée soit par la détention à temps, soit par l'emprisonnement correctionnel.

La peine de détention portée par les articles 28, 31 et 51, sera remplacée, dans les deux premiers cas, par l'emprisonnement correctionnel, dans le troisième, soit par une détention de moindre durée, soit par l'emprisonnement correctionnel.

La peine de réclusion de cinq ans à dix ans portée par les articles 30, 50 et 51, sera remplacée par l'emprisonnement correctionnel.

La dégradation militaire sera remplacée par la destitution, si le coupable est officier.

La destitution sera remplacée par des peines disciplinaires, qui pourront être portées au quintuple du maximum fixé par le règlement de discipline.

L'emprisonnement militaire sera remplacé, soit par un emprisonnement militaire de moindre durée, soit par des peines disciplinaires qui pourront être portées au double du maximum fixé par le règlement de discipline. »

CHAPITRE VIII. — *Disposition modifiant la loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes*

Art. 103. A l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes, modifié par la loi du 9 avril 1930, les mots « peine de mort ou de celle des travaux forcés » sont remplacés par les mots « détention à perpétuité ou de la réclusion à perpétuité, de la réclusion de dix ans à quinze ans ou un terme supérieur ».

Art. 97. Artikel 39 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 39. Indien de gewelddaden die een militair in oorlogstijd en in het werkdadig leger tegen zijn meerdere gepleegd heeft, ziekte of onbekwaamheid tot persoonlijke arbeid hebben veroorzaakt, wordt de schuldige veroordeeld tot opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. In het geval van artikel 401, § 1, van het gewone Strafwetboek wordt hij veroordeeld tot opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar. De straf is levenslange opsluiting met militaire degradatie in het geval van artikel 401, § 2, van bedoeld Wetboek. »

Art. 98. In artikel 41 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « opsluiting of dwangarbeid » vervangen door de woorden « tijdelijke opsluiting »

Art. 99. In artikel 50 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 100. In artikel 51 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluitwet van 11 oktober 1916, wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 101. In artikel 58bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluitwet van 14 september 1918, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1923 en 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in het eerste lid worden de woorden « tot dwangarbeid » vervangen door de woorden « tot opsluiting »;

2° in het tweede lid worden de woorden « met levenslange of tijdelijke hechtenis of dwangarbeid » vervangen door de woorden « met hechtenis van twintig jaar tot dertig jaar respectievelijk een kortere tijd, of met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, respectievelijk een langere tijd ».

Art. 102. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. Bestaan er verzachtende omstandigheden dan wordt :

Levenslange hechtenis, bedoeld in de artikelen 17, 19 tot 21, 31 en 52, vervangen door tijdelijke hechtenis.

Levenslange hechtenis, bedoeld in de artikelen 23, 25 en 28, vervangen door tijdelijke hechtenis of door correctionele gevangenisstraf.

In de eerste twee gevallen wordt de hechtenis bedoeld in de artikelen 28, 31 en 51 vervangen door correctionele gevangenisstraf, en in het derde geval door hechtenis van kortere duur of door correctionele gevangenisstraf.

Opsluiting van vijf jaar tot tien jaar, bedoeld in de artikelen 30, 50 en 51, wordt vervangen door correctionele gevangenisstraf.

Militaire degradatie wordt vervangen door afzetting indien de schuldige officier is.

Afzetting wordt vervangen door tuchtstraffen, die kunnen worden verhoogd tot vijfmaal het maximum bedoeld in het tuchtreglement.

Militaire gevangenisstraf wordt vervangen door een militaire gevangenisstraf van kortere duur of door tuchtstraffen die kunnen worden verhoogd tot tweemaal het maximum bedoeld in het tuchtreglement. »

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 7 juli 1875 tot bestraffing van het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen*

Art. 103. In artikel 1 van de wet van 7 juli 1875 tot bestraffing van het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen, gewijzigd bij de wet van 9 april 1930, worden de woorden « de dood of met dwangarbeid » vervangen door de woorden « levenslange hechtenis of levenslange opsluiting, opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar, gedurende een langere tijd ».

CHAPITRE IX. — *Disposition modifiant la loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme*

Art. 104. Dans l'article 3 de la loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE X. — *Disposition modifiant la loi du 1^{er} mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation*

Art. 105. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} mai 1913, abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subie sous le régime de la séparation, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Les condamnés à la réclusion, à la détention ou à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation. ».

CHAPITRE XI. — *Disposition modifiant l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 concernant les mutilations volontaires en temps de guerre*

Art. 106. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 concernant les mutilations volontaires en temps de guerre, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE XII. — *Disposition modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques*

Art. 107. A l'article 2bis de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, inséré par la loi du 9 juillet 1975 et modifié par la loi du 14 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, le mot « réclusion, » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans »;

2° dans les paragraphes 3 et 4, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions modifiant la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime*

Art. 108. Dans les articles 28 et 29 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

Art. 109. L'article 33 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 33. Ceux qui par fraude, violence ou menaces envers le capitaine, s'empareront du navire seront punis de réclusion de dix ans à quinze ans.

S'ils sont officiers ou chefs du complot, ils seront passibles de réclusion de quinze ans à vingt ans. »

Art. 110. Dans l'article 34 de la même loi, les mots « des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ou celles des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de la réclusion de quinze ans à vingt ans ou de vingt ans à trente ans ».

Art. 111. Dans l'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots « aux travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « à la réclusion de vingt ans à trente ans ».

Art. 112. Dans l'article 66 de la même loi, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 30 mei 1892 op het hypnotisme*

Art. 104. In artikel 3 van de wet van 30 mei 1892 op het hypnotisme wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK X. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan*

Art. 105. Artikel 1, eerste lid, van de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De veroordeelden tot opsluiting, hechtenis of gevangenisstraf vallen, voor zover de staat van de gevangenen dit toelaat, onder het stelsel van afzondering. ».

HOOFDSTUK XI. — *Bepaling tot wijziging van de besluitwet van 13 november 1915 met betrekking tot de vrijwillige verminkingen in oorlogstijd*

Art. 106. In artikel 2, eerste lid, van de besluitwet van 13 november 1915 met betrekking tot de vrijwillige verminkingen in oorlogstijd wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK XII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica*

Art. 107. In artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 14 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar »;

2° in de §§ 3 en 4 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XIII. — *Bepalingen tot wijziging in de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij*

Art. 108. In de artikelen 28 en 29 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

Art. 109. Artikel 33 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. Zij die zich door bedrog, geweld of bedreigingen jegens de kapitein meester maken van het schip, worden gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Zijn zij officier of leider van de samenspanning, dan worden zij gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar. »

Art. 110. In artikel 34 van dezelfde wet worden de woorden « dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar of levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar of van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 111. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar ».

Art. 112. In artikel 66 van dezelfde wet wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 113. L'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 68. Tout capitaine qui aura commis des actes de piraterie sera puni de la réclusion de quinze ans à vingt ans.

Les personnes embarquées coupables des mêmes faits seront punies de la réclusion de dix ans à quinze ans.

Si, dans le cas des alinéas précédents, il y a eu homicide involontaire, la peine sera la réclusion de vingt ans à trente ans.

« S'il y a eu homicide volontaire les coupables seront punis de réclusion à perpétuité. »

Art. 114. Dans l'article 70 de la même loi le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE XIV. — *Disposition modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne*

Art. 115. A l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, remplacé par la loi du 20 juillet 1976 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase liminaire du paragraphe 1^{er}, les mots « travaux forcés » sont remplacés par le mot « réclusion »;

2° dans la phrase liminaire du paragraphe 2, les mots « des travaux forcés à perpétuité » sont remplacés par les mots « de réclusion de vingt ans trente ans. »

CHAPITRE XV. — *Disposition modifiant l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre*

Art. 116. L'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Lorsqu'en temps de guerre, tel qu'il est déterminé par l'article 58 de la loi du 15 juin 1899, des vols, des destructions ou détériorations de propriétés mobilières d'autrui auront été commis soit en des lieux évacués par les habitants en raison d'événements de guerre, soit pendant l'occultation des lumières dans les endroits où celle-ci a été ordonnée par l'autorité compétente, les peines portées contre les auteurs de ces faits par le Chapitre 1 et par la Section IV du Chapitre III du Titre IX du Livre II du Code pénal, sont remplacées :

l'emprisonnement par la réclusion de dix ans à quinze ans;

la réclusion de cinq ans à dix ans par la réclusion de quinze ans à vingt ans;

la réclusion de dix ans à quinze ans par la réclusion de vingt ans à trente ans;

la réclusion de quinze ans à vingt ans et la réclusion de vingt ans à trente ans par la réclusion à perpétuité. »

Art. 113. Artikel 68 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Art. 68. Iedere kapitein die daden van zeeroverij pleegt, wordt gestraft met opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar.

De opvarenden, schuldig aan dezelfde feiten worden gestraft met opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar.

Indien in het geval bedoeld in de vorige leden onvrijwillige doding heeft plaatsgehad, is de straf opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar.

« Heeft vrijwillige doding plaatsgehad, dan worden de schuldigen gestraft met levenslange opsluiting. »

Art. 114. In artikel 70 van dezelfde wet wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK XIV. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart*

Art. 115. In artikel 30 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, vervangen bij de wet van 20 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van § 1 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting »;

2° in de inleidende zin van § 2 worden de woorden « levenslange dwangarbeid » vervangen door de woorden « opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar. »

HOOFDSTUK XV. — *Bepaling tot wijziging van de besluitwet van 13 mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten*

Art. 116. Artikel 1 van de besluitwet van 13 mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Wanneer in oorlogstijd, zoals omschreven bij artikel 58 van de wet van 15 juni 1899, diefstallen, vernielingen of beschadigingen van andermans roerende eigendommen worden begaan, hetzij in de plaatsen die door de inwoners wegens oorlogsomstandigheden ont-reuimd zijn, hetzij tijdens de verduistering van de lichten in de plaatsen waar die verduistering door de bevoegde overheid is bevolen, worden de straffen die tegen de daders van die feiten worden gesteld in Boek II, Titel IX, Hoofdstuk I en Hoofdstuk III, Afdeling IV, van het Strafwet-boek, vervangen :

gevangenisstraf door opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar;

opsluiting van vijf jaar tot tien jaar door opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar;

opsluiting van tien jaar tot vijftien jaar door opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar;

opsluiting van vijftien jaar tot twintig jaar en opsluiting van twintig jaar tot dertig jaar door levenslange opsluiting. »

CHAPITRE XVI. — *Disposition modifiant la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire*

Art. 117. Dans l'article 3 de la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE XVII. — *Disposition modifiant la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés*

Art. 118. Dans l'article 6 de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE XVIII. — *Disposition modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes*

Art. 119. Dans l'article 30 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, les mots « travaux forcés » sont remplacés par le mot « réclusion ».

CHAPITRE XIX. — *Disposition modifiant la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse*

Art. 120. Dans l'article 50, § 2, 3°, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, remplacé par la loi du 2 février 1994, les mots « aux travaux forcés » sont remplacés par les mots « à la réclusion ».

CHAPITRE XX. — *Disposition modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Art. 121. A l'article 77bis, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 13 avril 1995, modifié par les lois du 28 novembre 2000 et 2 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans »;

2° dans le paragraphe 3, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

CHAPITRE XXI. — *Disposition modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie*

Art. 122. Dans l'article 4 de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, modifié par la loi du 12 avril 1994, les mots « des travaux forcés » sont remplacés par les mots « de la réclusion ».

CHAPITRE XXII. — *Dispositions modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive*

Art. 123. Dans l'article 16 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les mots « travaux forcés » sont remplacés par le mot « réclusion ».

Art. 124. Dans l'article 24 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les mots « travaux forcés » sont remplacés par le mot « réclusion ».

CHAPITRE XXIII. — *Disposition modifiant le Code des sociétés*

Art. 125. Dans l'article 127 du Code des sociétés, le mot « réclusion » est remplacé par les mots « réclusion de cinq ans à dix ans ».

CHAPITRE XXIV. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 126. Le décret des 20-25 mars 1792 relatif au mode d'exécution de la peine de mort, est abrogé.

Art. 127. L'article 24 de la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles, est abrogé.

HOOFDSTUK XVI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie*

Art. 117. In artikel 3 van de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK XVII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen*

Art. 118. In artikel 6 van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK XVIII. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 26 december 1956 op de postdienst*

Art. 119. In artikel 30 van de wet van 26 december 1956 op de postdienst wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XIX. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming*

Art. 120. In artikel 50, § 2, 3°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, vervangen bij de wet van 2 februari 1994, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XX. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 121. In artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, gewijzigd bij de wetten van 28 november 2000 en 2 januari 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar »;

2° in § 3 wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XXI. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden*

Art. 122. In artikel 4 van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gewijzigd bij de wet van 12 april 1994, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XXII. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis*

Art. 123. In artikel 16 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

Art. 124. In artikel 24 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, wordt het woord « dwangarbeid » vervangen door het woord « opsluiting ».

HOOFDSTUK XXIII. — *Bepaling tot wijziging aan het Wetboek van vennootschappen*

Art. 125. In artikel 127 van het Wetboek van vennootschappen wordt het woord « opsluiting » vervangen door de woorden « opsluiting van vijf jaar tot tien jaar ».

HOOFDSTUK XXIV. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 126. Het decreet van 20-25 maart 1792 betreffende de wijze waarop de doodstraf moet worden uitgevoerd, wordt opgeheven.

Art. 127. Artikel 24 van de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen, wordt opgeheven.

CHAPITRE XXV. — *Disposition finale*

Art. 128. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) Chambre des représentants.

Documents parlementaires.

50-1747-2002/2003.

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Texte adopté par la commission.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

N° 7 : Projet amendé par le Sénat.

N° 8 : Rapport.

N° 9 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances du 27 et 28 novembre 2002.

Sénat.

Documents parlementaires.

2-1329-2002/2003.

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Rapport.

N° 4 : Texte amendé par la commission.

N° 5 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 979

[2003/09162]

30 JANVIER 2003. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes doivent satisfaire pour bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69 alinéa 1^{er}, 3^o modifié par les lois du 21 décembre 1994 et du 25 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives et de la prévention de la criminalité et l'accueil en matière de toxicomanie, notamment les articles 1 à 5 modifiés par l'arrêté royal du 30 août 1996 modifiant l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions auxquelles les

HOOFDSTUK XXV. — *Slotbepaling*

Art. 128. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden.

50-1747-2002/2003.

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Nr. 7 : Ontwerp geamendeerd door Senaat.

Nr. 8 : Verslag.

Nr. 9 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 november 2002.

Senaat.

Parlementaire bescheiden.

2-1329-2002/2003.

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst geamendeerd door de commissie.

Nr. 5 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 979

[2003/09162]

30 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de vaststelling van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de gemeenten moeten voldoen om een financiële hulp te genieten voor de aanwerving van bijkomend burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 69 eerste lid, 3^o, gewijzigd door de wetten van 21 december 1994 en 25 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 waaronder de gemeenten een financiële hulp kunnen genieten voor de aanwerving van bijkomende burgerpersoneel belast met de begeleiding van alternatieve strafrechterlijke maatregelen, de criminaliteitspreventie en de opvang inzake drugsverslaving, inzonderheid op de artikelen 1 tot 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 augustus 1996 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 tot vaststelling van de